

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/ECU/11  
G/SCM/Q1/ECU/11  
11 avril 2001

(01-1853)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Questions posées par la COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE au sujet de la notification de l'ÉQUATEUR<sup>1</sup>

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 avril 2001.

#### **PAYS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE**

1. L'article 3 de la Décision n° 52 donne la définition suivante: "*Pays dans lesquels les entreprises sont en majorité, en totalité ou en partie propriété de l'État et où les critères de fonctionnement de ces dernières, notamment en ce qui concerne les prix, la production, les programmes d'investissement et les niveaux d'emploi, sont directement régis par le gouvernement*".

L'Équateur a-t-il l'intention d'appliquer cette définition au cas par cas, ou établira-t-il une liste des pays réputés ne pas avoir une économie de marché, aux fins d'une enquête antidumping ou d'une enquête pour subventionnement?

À l'article 5, il est dit que "*dans le cas d'importations en provenance ou originaires de pays n'ayant pas une économie de marché, la valeur normale sera déterminée sur la base du prix ou de la valeur calculée pour un produit similaire dans un pays tiers à économie de marché ayant un niveau de développement similaire, en vue de son utilisation ou de sa consommation à l'intérieur du pays ...*".

Sur quels critères l'Équateur déterminerait-il qu'un pays tiers à économie de marché a un niveau de développement similaire à celui d'un pays n'ayant pas une économie de marché?

#### **COMPARAISON ENTRE LA VALEUR NORMALE ET LE PRIX À L'EXPORTATION**

2. L'article 7 de la Décision, qui décrit les conditions dans lesquelles les comparaisons entre le prix à l'exportation et la valeur normale sont effectuées semble correspondre à l'article 2.4 de l'Accord antidumping de l'OMC. L'Équateur pourrait-il cependant expliquer comment il entend mettre en œuvre les dispositions de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping de l'OMC?

---

<sup>1</sup> G/ADP/N/1/ECU/2-G/SCM/N/1/ECU/2-G/SG/N/1/ECU/2.

### **ÉVALUATION CUMULATIVE DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE PLUS D'UN PAYS**

3. L'article 10 concernant la détermination de l'existence d'un dommage dispose que *"dans le cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, l'autorité chargée de l'enquête procédera à une évaluation cumulative des effets de ces importations si la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau de minimis et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable"*.

L'Équateur pourrait-il expliquer comment il entend respecter ses obligations au titre de l'article 3.3 de l'Accord antidumping de l'OMC, en particulier la prescription selon laquelle l'évaluation cumulative des effets des importations doit être appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire, et au titre de l'article 15.3 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

Les CE notent que l'article 12 concernant la détermination de l'existence d'une menace de dommage reprend le second élément prescrit pour une évaluation cumulative, à savoir les conditions de concurrence.

### **DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE**

4. L'article 13 de la Décision dispose que *"l'analyse du dommage ou de la menace de dommage portera sur une période correspondant aux importations du produit similaire effectuées au cours des douze (12) derniers mois pour lesquels des renseignements seront disponibles"*.

L'Équateur pourrait-il expliquer si l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage serait déterminée uniquement pour la période visée par l'analyse ou pour une période plus longue afin de prendre en compte les tendances chronologiques?

### **ENGAGEMENT D'OFFICE DE LA PROCÉDURE**

5. Comment l'Équateur concilie-t-il les dispositions de l'article 16 de la Décision avec les obligations qui lui incombent au titre de l'article 5.6 de l'Accord antidumping de l'OMC et de l'article 11.6 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, et en particulier avec la prescription concernant l'ouverture d'une enquête dans des circonstances spéciales?

### **ENQUÊTES SUR PLACE**

6. L'Équateur pourrait-il expliquer comment il entend se conformer à l'obligation d'en aviser le gouvernement du pays d'origine ou d'exportation des produits, comme le prévoient l'article 6.7 de l'Accord antidumping de l'OMC et l'article 12.6 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires?

### **ÉLÉMENTS DE PREUVE ET RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS AU COURS DE L'ENQUÊTE**

7. L'Équateur pourrait-il expliquer comment il entend *"demander et établir les éléments de preuve"* comme il est prévu à l'article 29 de la Décision?

L'Équateur a-t-il l'intention d'envoyer des questionnaires aux exportateurs, producteurs étrangers et autres parties intéressées? Dans l'affirmative, pourrait-il préciser quel délai sera accordé pour répondre à ces questionnaires?

### **MEILLEURS RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES**

8. L'Équateur pourrait-il expliquer comment il entend se conformer aux dispositions du paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping de l'OMC?

#### **SOLUTIONS MUTUELLEMENT CONVENUES**

9. L'Équateur pourrait-il préciser quelles solutions mutuellement convenues autres que les engagements en matière de prix pourraient être acceptées au titre de la section V de la Décision? Dans ce contexte, l'Équateur pourrait-il aussi indiquer qui participera aux audiences de conciliation prévues à l'article 39 de la Décision et, en particulier, si les producteurs nationaux y prendront aussi part? Comment l'Équateur entend-il se conformer aux prescriptions en matière de confidentialité qui doivent être respectées à cet égard?

#### **RÉDUCTION DES DROITS ANTIDUMPING OU COMPENSATEURS**

10. L'article 47 dispose que *"la décision d'imposer ou non un droit antidumping dans les cas où toutes les conditions requises sont remplies et la décision de fixer le montant du droit antidumping à un niveau égal à la totalité ou à une partie de la marge de dumping incomberont aux autorités du Membre importateur. Il est souhaitable que l'imposition du droit soit facultative sur le territoire de tous les Membres et que le droit soit moindre que la marge si ce droit moindre suffit à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale"*.

L'Équateur pourrait-il expliquer sur la base de quels critères les autorités équatoriennes décideraient d'imposer ou non un droit antidumping? Dans quelles circonstances l'Équateur appliquerait-il un droit inférieur au niveau de la marge antidumping? Ces règles sont-elles aussi applicables aux droits compensateurs?

#### **ENQUÊTES VISANT DES PAYS NON MEMBRES DE L'OMC**

11. D'après l'article 11 de la Décision, *"si l'enquête porte sur des produits originaires ou provenant de pays à l'égard desquels il n'existe pas d'obligations internationales applicables en la matière, l'autorité compétente examinera si le pays exportateur ou d'origine applique le critère du dommage aux exportations équatoriennes. Si ledit pays n'applique pas ce critère, l'Équateur pourra imposer des droits antidumping ou compensateurs, sur la simple constatation de l'existence du dumping ou de la subvention"*.

L'Équateur pourrait-il expliquer sur quelle base il déterminera l'existence du dumping ou de la subvention?

---